

Interpellation des candidat·e·s à l'élection présidentielle

L'école publique restera-t-elle un bien commun ? Pour tous un projet d'émancipation, de liberté, de vie choisie

La campagne électorale a enfin sorti du silence les questions d'éducation et d'école : valse des protocoles sanitaires, maths dans la réforme du lycée, salaire des enseignants... Mais les réponses d'urgence, les discours trompeurs ne suffisent pas. Une élection présidentielle éclairée nécessite que l'on affirme de vrais projets de société avec des engagements dans les services publics, concrets, chiffrés. Partant d'un constat alarmant, nos organisations rappellent aux candidat·e·s ce que doit être une École à la hauteur de nos ambitions, et les interpellent avec une série de questions qui appellent des réponses précises. Ces réponses (ou non-réponses) seront publiées sur nos sites professionnels et relayées dans la presse.

Un constat alarmant :

- **Une profession intenable** : les professionnel·le·s de l'éducation sont épuisé·e·s. La valse des protocoles, les ordres et contre-ordres, les improvisations de dernière minute, un ministre triomphant quand tout va mal, depuis deux ans, ont renforcé une lassitude plus ancienne : injonctions contradictoires, évaluations jacobines, méthodes imposées, réforme du lycée discriminante, université exsangue mise en danger par Parcoursup.
- **Une école inégalitaire, centre de tri** : de la maternelle à l'université, le tri est installé, avec le lycée professionnel comme variable d'ajustement. La vision néolibérale de l'éducation conduit à individualiser et mettre en concurrence les élèves par une politique d'évaluation-sélection-étiquetage dont les finalités et les moyens sont : trier, marchandiser, économiser, privatiser.
- **Une gouvernance autocratique** : depuis cinq ans le ministre gouverne par décrets et informe par les médias. Les voies institutionnelles de négociation sont contournées, le ministre décide, disqualifie les corps intermédiaires et réduit les organisations professionnelles au silence. Il surmédiatise, au lieu de prendre le temps de l'écoute et de la négociation.

Une École à la hauteur de nos ambitions :

- **Un projet éducatif de société, de la maternelle à l'université** à reconstruire : un projet issu de notre histoire scolaire, politique, de ses valeurs républicaines ; nourri de plus de cinquante ans de travaux universitaires dans tous les domaines de l'éducation, enrichi de toute l'histoire des luttes syndicales, associatives, des projets d'établissement audacieux, des expérimentations territoriales réussies, des partenariats culturels.
- **Des principes et valeurs** : émancipation, égalité et équité, fraternité, solidarité, mixité, inclusion, haut niveau de culture pour tous.
- **Les conditions** :
 - **Dans l'École** : une pédagogie qui apprenne à tous les élèves à penser par eux-mêmes, non à répéter ; à accepter la mixité culturelle, religieuse, les différences, se préparer à affronter des catastrophes climatiques et des défis économiques, renverser leur rapport au vivant, sortir de l'individualisme, devenir des citoyens engagés, responsables de leur pays mais aussi de la planète tout entière.
 - **Dans la société** : briser la ghettoïsation de certaines zones urbanisées en instituant une mixité entre quartiers et établissements scolaires des villes ; repenser la place d'une école équitable, inclusive, respectueuse des différences et diversités.

Des demandes précises pour les candidat-e-s : quelles réponses et propositions apportez-vous ?

- Sur le rôle de l'École

- Pensez-vous que des apprentissages réduits à des savoirs dits « fondamentaux » soient suffisamment ambitieux pour éduquer tous les enfants pour aujourd'hui et demain ?
- Quelle liberté pédagogique accorderez-vous aux enseignant-e-s ? quel cadrage des méthodes, des programmes ?
- Quelle place donnerez-vous à la culture, littéraire, scientifique, historique... ?
- Quels moyens précis mettrez-vous en place pour aider à l'inclusion de tous les élèves ?
- Quelle politique de la mixité entre établissements scolaires des villes et des campagnes mettrez-vous en place ?
- Quelle orientation donnerez-vous au lycée professionnel ? quelle formation culturelle et technologique ?
- Quels moyens donnerez-vous à l'université ? Avec quelles ambitions pour l'enseignement supérieur ?

- Sur l'attractivité du métier

- À quel niveau fixerez-vous les salaires des différentes catégories professionnelles ? Quels engagements pour donner aux auxiliaires d'éducation un salaire digne et un statut nécessaire pour une véritable politique d'inclusion ?
- Quels engagements prenez-vous pour des recrutements durables ? Quelle place pour les concours de recrutement ?
- Quels moyens et quels impératifs pour une formation initiale approfondie dans les domaines pédagogique, didactique, académique ?
- Quels moyens pour une formation continue tout au long de la carrière avec de véritables temps de réflexion, des retours sur expérience, avec l'appui de la recherche ?

- Sur la gouvernance de l'institution scolaire

- Comment concevez-vous la place des organisations professionnelles : syndicats, associations de spécialistes ? quelle négociation, quelle écoute des partenaires mettrez-vous en place ?
- Quels moyens prendrez-vous pour casser la verticalité descendante d'une gouvernance autocratique ? Comment remettrez-vous de l'horizontalité dans les relations ? Quelle place donnerez-vous aux corps intermédiaires, inspecteurs et conseillers pédagogiques ?
- Quelle place donnerez-vous aux partenaires de l'École, associations de parents et associations complémentaires ?
- Quelles dispositions prendrez-vous pour ouvrir un débat de société sur l'École, ouvert et ambitieux, sur un temps long, détaché du temps politique ?

Signataires :

- AFEF (Association française pour l'enseignement du français)
- APMEP (Association des professeurs de mathématiques de l'enseignement public)
- GFEN (Groupement français d'éducation nouvelle)
- ICEM (Institut coopératif de l'école moderne – Pédagogie Freinet)
- Questions de classes (collectif d'acteurs de l'éducation)